nous faut faire concurrence aux produits semblables qui viennent des Etats-Unis, de la Russie et d'autres nations.

Voyez quel grand avantage ce serait pour le Canada si notre blé, notre fromage, notre beurre que nous envoyons en Angleterre, y étaient reçus dans des conditions plus avantageuses que ces mêmes produits des autres pays.

Ces avantages seraient immenses. M. Joseph Chamberlain, le nouveau et progressif secrétaire pour les colonies, déclare que le temps est venu de discuter cette question.

Maintenant c'est au peuple canadien de faire son choix.

Quel sera ce choix ?

Son choix sera en faveur d'un tarif de revenu et du commerce préférentiel.

En effet, quel commerce ne pourrions-nous pas faire avec l'Angleterre si nous pouvions obtenir des avantages sur le marché anglais en faveur des produits du Canada, et en vertu desquels, pour me servir de l'expression de l'honorable premier ministre, nous pourrions jouir de la protection d'un droit léger prélevé sur les produits de toutes les autres nations ? Ce serait un avantage incalculable puisque le marché anglais est immense. Mais ici encore, comme pour les Etats-Unis, l'honorable premier ministre a fait d'avance abandon de tout ce que nous pouvions donner en retour de cette faveur. C'est ce qu'il a fait avant de se rendre à Washington pour négocier un traité de réciprocité. Il a commencé par tout donner, rien d'étonnant que les Américains ne lui aient rien accordé.

En 1897, il a donné une préférence de 25 pour 100 à l'Angleterre et voici qu'en 1900 il élève cette préférence à 33½.

Voici, M. l'Orateur, une considération qui vaut bien la peine qu'on s'y arrête. Supposons une marchandise qui vient d'un autre pays d'Europe ou des Etats-Unis, ou d'un de ces pays où l'on produit tout au meilleur marché possible, comme la Chine par exemple, ou le Japon. On l'envoie en Angleterre, on augmente la valeur de cette marchandise de 25 pour 100, par le travail des ouvriers anglais et alors cette marchandise arrive ici comme une marchandise anglaise et pour la seule raison qu'elle a été augmentée d'une plus value de 25 pour 100 elle entre à la faveur du tarif différentiel comme marchandise anglaise, faisant ainsi compétition à nos manufactures et à nos ouvriers.

Quelle est la position qu'a prise l'honorable chef de l'opposition sur ce point ? Qu'exige-t-il de l'Angleterre ? Il exige un tarif préférentiel réciproque, en vertu duquel nous donnons quelque chose pour avoir quelque chose. En d'autres termes c'est le contrat : "Do ut des ;" donnant, donnant. Il dit à l'Angleterre : Si vous voulez avoir une préférence sur notre marché, donnez-nous une préférence sur le vôtre. On a cité, dans cette Chambre les paroles de l'honorable M. Chamberlain, de lord Roseberry et de plusieurs autres hommes d'Etat anglais pour démontrer que l'Angleterre ne nous donnera jamais de préférence sur ses marchés, parce

qu'elle est essentiellement favorable à un tarif de libre-échange. Mais si cela est si vrai c'est parce que, en 1897, l'honorable premier ministre a déclaré qu'il ne voulait pas que l'Angleterre s'imposât la protection, et ses hommes d'Etat ont suivi la conduite que notre premier ministre leur avait indiquée. Et lorsqu'ils ont su que le Canada avait déjà donné une préférence de 25 pour 100 sur les marchandises anglaises, sans rien recevoir en retour, ils auraient été bien naïfs d'imposer un droit sur les importations des autres pays. Pourquoi l'auraient-ils fait ? L'honorable premier ministre avait tout donné d'avance. Il avait tout livré à l'Angleterre. Les hommes d'Etat anglais sont surtout des hommes d'affaires, et lorsqu'on leur offre un bienfait pour rien, ils seraient bien naïfs, ils seraient même ridicules, s'ils ne l'acceptaient pas comme il est offert.

Il s'est présenté deux circonstances mémorables dans lesquelles, j'en suis certain, l'honorable premier ministre aurait pu obtenir quelque chose de l'Angleterre en retour de ce que nous devons lui donner. En 1897, lors des fêtes du jubilé de la Reine, où l'honorable premier ministre a figuré avec avantage, il me semble qu'il aurait pu obtenir une faveur quelconque, non pas seulement des faveurs qui ne servent qu'à orner la poitrine des patriotes, mais des faveurs réelles et avantageuses pour le pays. En 1897, l'Angleterre avait besoin d'une démonstration sympathique de la part de toutes ses colonies, pour montrer à la face du monde son pouvoir et sa puissance. Si le premier ministre, à cette époque, au lieu d'aller dire : nous vous donnons en pur don une préférence de 25 pour 100 sur nos marchés ; s'il avait, dis-je, suivi l'invitation qui lui était faite par les hommes d'Etat anglais, il aurait pu obtenir, avec les autres premiers ministres des colonies—je n'en doute aucunement, quant à moi, d'après les déclarations que j'ai lues et qui sont bien connues—une préférence comme celle que nous donnons aux produits anglais sur nos marchés.

Mais en 1900, combien plus favorable encore était la situation, lorsque l'Angleterre avait besoin d'une démonstration de sympathie de la part de ses colonies en face du monde entier ? Il ne s'agissait plus là d'une démonstration de simple fête jubilaire, mais d'une manifestation réelle de puissance et de force de nature à prouver aux autres nations du monde que l'empire anglais était uni. Cette occasion unique, le premier ministre n'a pas su en profiter, et au lieu de demander à la mère patrie d'accorder une préférence sur ses marchés aux produits du Canada, il lui a donné une préférence de 33½ pour 100 sans chercher à obtenir ce qu'il considérait lui-même être si avantageux pour ce pays. Il veut rester libre-échangiste et craint sans doute de se montrer indigne de porter la médaille de Cobden. Voilà pourquoi il dit aux industriels anglais :